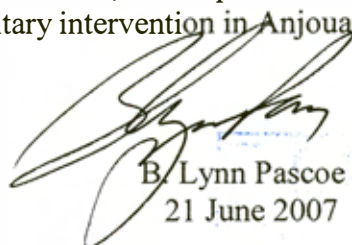


COMOROS

RECEIVED  
copy of  
UN 25  
27-08188  
UN  
RCS

1. The decision of the Anjouanese outgoing President, Colonel Bacar, to organize presidential elections in Anjouan in violation of the central government's decision that these elections be postponed, for security reasons, has the potential of seriously undermining the unity of the archipelago.
2. After winning, on 10 June, more than 89% of the votes, Colonel Bacar reportedly expressed his readiness to negotiate a resolution to the crisis provided that the central government endorses the outcome of the contested elections. The President of the Union, Sambi, rules out such a possibility and rejects the outcome of the elections. He wrote, on 7 and 13 June, to update you on the situation and indicated that, since all avenues for dialogue have been exhausted, the military option "seems to be the only alternative". He also sought your support in this regard, in view of the failure so far of the AU and the League of Arab States' mediation efforts (letters attached).
3. The AU, after trying in vain to resolve the crisis through its envoy on the ground, issued a strong statement on 19 June. It rejected the outcome of the "election" and called for new elections. It demanded that the Anjouanese authorities allow the AU Electoral and Security Assistance Mission (MAES) to deploy to Anjouan to prepare for new elections, and for the disarmament of the Anjouanese gendarmerie and the integration of its elements into the Comorian Army. It stressed that, if these demands were not met, the Peace and Security Council "should meet to take all necessary measures, including revising the mandate of MAES and increasing its strength". It also decided to send a ministerial delegation to the Comoros to engage the authorities on all these issues.
4. We believe that the UN should fully support the AU statement. The AU's proactive response reflects its lead role as a mediator in the Comoros. It also reflects its commitment to preserving the unity of the archipelago and the 2001 Constitution, the adoption of which had ended a four-year separatist crisis. The UN, which has traditionally supported AU efforts in the Comoros, led by South Africa, should continue to do so with regard to the present crisis. We believe that the AU's two-pronged approach is the right one, i.e. to give negotiations a chance to succeed, before resorting to stronger means, possibly sanctions or even the use of force.
5. We therefore recommend that (a) the Deputy Secretary-General and Assistant Secretary-General Menkerios consult with the AU on the Comoros during the July Summit in order to harmonize AU/UN efforts; and (b) in your response to the President's letters (draft attached), you reiterate UN support to the AU. Your response should also avoid giving the impression of endorsing President Sambi's call for immediately resorting to a military option. The use of military force against Anjouan will likely further destabilise a country that has already suffered a multitude of coups, crises and secessionist attempts. Furthermore, it is unpredictable how the authorities of the two other islands will respond to a military intervention in Anjouan.

  
B. Lynn Pascoe  
21 June 2007

cc: Deputy Secretary-General  
Mr. H. Menkerios  
Ms. M. Vogt

JUN 26 2007

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 22 juin 2007

Monsieur le Président,

Je vous remercie de vos lettres datées du 7 et 13 juin 2007, par lesquelles vous m'informez de l'évolution de la situation aux Comores.

Je suis très préoccupé par l'impasse actuelle et voudrais souligner que les Nations Unies soutiennent pleinement la démarche de l'Union Africaine qui est engagée dans la recherche d'une solution pacifique à la crise que traverse votre pays.

Nous sommes en consultation avec l'Union Africaine, afin de coordonner nos efforts. A cet égard, j'adresse une copie de la présente lettre au Président de la Commission de l'Union Africaine, Monsieur Alpha Oumar Konaré.

J'encourage votre gouvernement à poursuivre sa coopération avec l'Union Africaine en vue d'une résolution pacifique du conflit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Ban Ki-moon

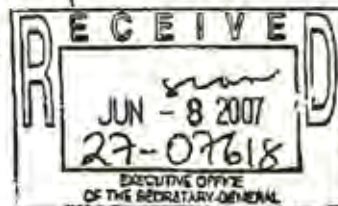
Son Excellence  
M. Ahmed Abdallah Mohamed Sambi  
Président de l'Union des Comores  
Moroni

JUN. 8. 2007 4:59PM

EOSG 3853

## UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement



Le Président,

Moroni, le 7 JUIN 2007

N° 07-226 PR

Excellence,

Permettez-moi, Excellence, de vous remercier très sincèrement de l'attention particulière que vous-même et votre Organisation portent sur la situation qui prévaut actuellement aux Comores. Cette marque de solidarité qui ne manque pas de renforcer les liens entre notre pays et l'ONU.

Je tiens à vous informer, Excellence, qu'à trois jours des élections présidentielles des îles prévues pour se tenir les 10 et 24 juin 2007, la situation qui prévaut à Anjouan est particulièrement préoccupante. En effet à la suite des événements graves du 2 mai 2007, au cours desquels les institutions de l'Union ont été attaquées par les milices de Mohamed Bacar, l'Accord signé sous l'égide de l'Union Africaine et de la Ligue des Etats Arabes n'a que très partiellement été mis en application. La partie anjouanaise s'efforce à tant systématiquement obstacle aux dispositions essentielles de cet Accord.

En effet, la sécurisation de tous les candidats n'est pas assurée alors que le candidat Mohamed Bacar se déplace avec une escorte fortement armée. Le Commandement des Forces de Gendarmerie d'Anjouan ne bénéficie d'aucune assistance de la part des experts militaires de l'Union Africaine, et plus grave encore, les Institutions de l'Union n'ont toujours pas repris leurs activités dans l'île.

Ainsi, à plus de trois semaines de la signature de l'Accord, le siège de la Présidence à Anjouan n'est pas restitué, la coordination de l'action du Gouvernement à Anjouan reste complètement fermée, les véhicules de la coordination, du Chef de l'Etat, du Groupe de Sécurité des Hautes Personnalités et de l'Armée Nationale de Développement sont confisqués par la partie anjouanaise et le Président par intérim s'oppose ouvertement au retour du Commandement régional à Anjouan.

Les comoriens ont salué l'arrivée de la Mission d'Assistance Electorale et Sécuritaire (MAES) de l'Union Africaine composée actuellement de 80 policiers sud africains, dont seulement 40 sont déployés à Anjouan.

Cependant, de nouveaux événements graves survenus ces derniers jours et notamment le 5 juin 2007, ont montré, comme nous l'avions toujours expliqué, que cette composante civile est insuffisante pour garantir la tenue des élections libres et transparentes à Anjouan.

.../...

Son Excellence Monsieur  
BAN KI-MOON  
Secrétaire Général de l'Organisation  
Des Nations Unies

NEW YORK



JUN. 8. 2007 4:59PM

EOSG 3853

NO. 486 P. 2

2

En effet, ces derniers jours, les autorités d'Anjouan empêchent certains anjouanais de se rendre à Anjouan. Un nouveau cap a ainsi été franchi quand elles ont interdit l'atterrissage du Transal de la Police sud-africaine et du vol civil à bord duquel je me trouvais, en bloquant la piste d'atterrissage.

Les Forces de Gendarmerie d'Anjouan n'ont pas non plus hésité à user d'une brutalité inouïe en tirant sur la foule qui s'était massivement regroupée à l'aéroport de Ouani pour accueillir le Chef de l'Etat, et en procédant à des passages à tabac et à des arrestations arbitraires.

Ces nouveaux actes de rébellion illustrent la détermination des autorités d'Anjouan à saper le processus électoral en cours et à priver la population d'Anjouan de sa liberté et de son droit légitime à choisir ses dirigeants.

Dans ces conditions, la tenue immédiate d'élections libres et transparentes à Anjouan est compromise, notamment en ce qui concerne le premier tour prévu pour le 10 juin 2007. //

Ainsi suite à des consultations que nous avons menées avec l'ensemble des institutions de l'Union, Cour Constitutionnelle, Assemblée de l'Union, Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) et la majeure partie des candidats aux élections, nous avons décidé de reporter le premier tour prévu pour le 10 juin prochain, d'une semaine, pour ce qui est de l'île d'Anjouan uniquement.

La date du 24 juin pour le deuxième tour est maintenue pour l'ensemble des îles. Ce report qui n'aura pas d'incidence particulière sur le budget des élections permettra de faire restaurer la paix à Anjouan et de permettre le déploiement effectif des contingents militaires des pays amis ayant annoncé leur disponibilité à apporter leur contribution à la MAES.

Je tiens également à rappeler, Excellence, que les terribles événements du 5 juin dernier témoignent, encore une fois, de la nécessité de procéder, dans les plus brefs délais, au ramassage des armes qui sont entre les mains des Forces de Gendarmerie d'Anjouan et qui sont à l'origine de cette instabilité chronique que connaît le pays et notamment l'île d'Anjouan.

Je vous remercie à l'avance, Excellence, du soutien que vous voudriez bien nous apporter pour que cette décision qui découle d'une préoccupation tout à fait légitime puisse recueillir la compréhension et l'approbation de la Communauté internationale, et pour que l'Union Africaine puisse mobiliser les efforts nécessaires en vue du déploiement, dans les heures qui viennent de préférence, de l'ensemble de la Mission de Sécurisation aux Comores.

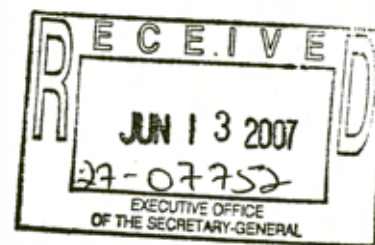
Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de mes sentiments les plus chaleureux.

AHMED ABDALLA MOHAMMED SAMBI



## UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

BLP  
HM  
MV  
CJ

Le Président,

ACTION Pascal  
COPY P/RWS

Moroni, le 13 JUIN 2007

N° 07-261 /PR

MV  
YS  
MT  
IB  
VCM  
AH  
JLC

Excellence,

Permettez-moi, Excellence, de revenir encore une fois vers vous pour vous informer de l'évolution de la situation aux Comores. Comme vous le savez, après une large concertation avec les institutions nationales, à savoir la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée Nationale, la Commission Nationale Electorale Indépendante et les candidats eux-mêmes, j'avais décidé, ayant constaté que les conditions d'une élection libre et transparente n'étaient pas réunies à Anjouan, de reporter le premier tour du scrutin de cette île du 10 au 17 juin 2007. La Communauté Internationale avait accepté la pertinence de cette décision, notamment l'Union Africaine par le Communiqué de la 78<sup>ème</sup> session du Conseil de Paix et de Sécurité du 9 juin 2007.

Malgré les mises en garde de toute la nation comorienne et de la communauté internationale sur le caractère inacceptable d'une élection qui serait organisée le 10 juin par les seules autorités anjouanaises, celles-ci ont passé outre. Le 10 juin, ces mêmes autorités ont donc organisé un simulacre d'élection, sans matériel électoral, sans la participation des électeurs qui sont restés chez eux et sans aucune supervision ni nationale, ni internationale. Dès le lundi matin, le Colonel Mohamed Bacar s'est d'ors et déjà déclaré lui-même vainqueur et entend s'investir Président de l'île d'Anjouan.

A la suite de cette mascarade, dont le seul but était de défier l'autorité de l'Etat et de la communauté internationale, l'Envoyé spécial, le chef de Bureau de Liaison de l'Union africaine, les représentants de la Ligue des Etats Arabes présents à Moroni et l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud accrédité auprès des Comores se sont rendus à Anjouan pour y rencontrer les autorités anjouanaises et tenter de les faire revenir à la raison.

La délégation a rencontré les autorités d'Anjouan à qui elle a expliqué que la communauté internationale, notamment l'Union Africaine et la Ligue des Etats Arabes ne reconnaissent pas cette pseudo élection et que ses soi-disant résultats sont illégaux. La délégation leur a également mis en garde contre les graves conséquences d'un entêtement qui pourraient conduire à une intervention militaire

DPA/OUSG .../...

Son Excellence Monsieur  
Ban KI-MOON  
Secrétaire Général de l'Organisation  
Des Nations Unies

NEW YORK

Rec'd 14 June 07  
Log# OUSG 107-1118  
ACTION

AFI for appropriate action



Malgré tout ceci, la délégation nous a fait part de la position catégorique des autorités d'Anjouan qui s'en tiennent aux résultats de leurs élections du 10 juin et qui s'opposent à l'organisation du scrutin du 17 juin 2007 à Anjouan.

Il semble que les autorités d'Anjouan sont convaincues que ni l'Union, ni la communauté internationale ne prendront de mesure et que de toute façon elles sont prêtes à affronter toute mesure qui serait prise à leur rencontre. Cette attitude montre, encore une fois, avec quelle légèreté les autorités d'Anjouan considèrent les déclarations de la communauté internationale et de l'Union des Comores.

Excellence, l'attitude rebelle des autorités d'Anjouan a épuisé les voies du dialogue, et risque de faire tâche d'huile sur les autres îles et mettre en danger l'unité et l'intégrité des Comores. Cette attitude de défi peut définitivement mettre en péril la crédibilité de la communauté internationale et de l'Union des Comores, si des mesures rapides et vigoureuses ne sont pas prises. Excellence, la population d'Anjouan est prise en otage par une poignée d'hommes et ne cesse d'appeler au secours.

Je suis convaincu que les capacités militaires de la Force de Gendarmerie d'Anjouan ne pourront résister à une action démonstrative et déterminée de la communauté internationale.

Pour ma part, après avoir longtemps écarté une option militaire, je ne peux aujourd'hui que souscrire à une telle option qui semble être la seule alternative qui s'impose, à la suite du constat d'échec des négociations menées ces dernières quarante huit heures par l'Union Africaine et la Ligue des Etats Arabes.

De ce fait, je voudrais vous demander de bien vouloir nous apporter, encore une fois, votre soutien pour mener à bien une opération rapide et efficace afin d'éviter des souffrances inutiles à la population.

Comptant sur votre habituelle compréhension et votre solidarité sans faille, je vous prie de croire, Excellence, en l'assurance de mes sentiments fraternels.

AHMED ABDALLAH MOHAMMED SADI



UNITED NATIONS LIAISON  
OFFICE WITH THE  
AFRICAN UNION



BUREAU DE LIAISON DES  
NATIONS UNIES AVEC  
L'UNION AFRICAINE

BLA  
0A562  
MV

## FACSIMILE MESSAGE

Date: 21 June 2007

To: Mr. Pascoe	From: Mr. Baboucarr B. I. Jagne Head, UN Liaison Office with the AU
Fax: 1212 3 5065	Fax: 1212 3 5077
Cc:	Ref: UNLO/UN/AU/01/140/07
Number of Pages Including this Cover Page: 04	
Subject: <u>Communiqué of the Meeting of the Ministerial Committee of the Countries of the Region on the Comoros, Held in Cape Town, South Africa, on the 19<sup>th</sup> June, 2007</u>	

1. Please find attached herewith a copy of the above-mentioned Communiqué for your information.

2. Best Regards.

Mr. Pascoe,

**AFRICAN UNION**  
**الاتحاد الإفريقي**



**UNION AFRICAINE**  
**UNIÃO AFRICANA**

Addis Ababa, ETHIOPIA P.O. Box 3243 Tel: (251-11) 551 38 22/ ext. 845 Fax: (251-11) 551 85 21/ 551 4227  
Email: oau-cmr@ethiynet.et / situationroom@africa-union.org

**MEETING OF THE MINISTERIAL COMMITTEE OF THE COUNTRIES  
OF THE REGION ON THE COMOROS,  
19 JUNE 2007, CAPE TOWN, SOUTH AFRICA**

**COMMUNIQUE**

1. The Ministerial Committee of the countries of the region on the Comoros met today, 19 June 2007, in Cape Town, South Africa, to discuss the situation in the archipelago. The meeting was chaired by the Foreign Minister of the Republic of South Africa, in her capacity as the representative of the country coordinating the regional efforts on the Comoros, and attended by Ministers and other heads of delegation from Tanzania, Kenya, Mozambique, Seychelles, Mauritius and Madagascar.
2. The meeting was briefed on the latest developments of the situation in the Comoros by the AU Commissioner for Peace and Security and the Special Envoy of the Chairperson of the AU Commission for the Comoros. The meeting was also briefed by a Comorian delegation led by the Vice-President of the Union of the Comoros, which requested the AU to provide urgent assistance to the Comorian Government, to enable it overcome the current crisis in the archipelago, and to enhance the long-term capacity of the institutions of the Union.
3. The meeting expressed its deep concern at the prevailing situation in Anjouan, which has the potential of seriously undermining the significant progress achieved so far in the reconciliation process in the Comoros. The meeting strongly condemned the decision of the Anjouanese authorities to organize the 1<sup>st</sup> round of the election of the President of the Island on 10 June 2007, in spite of the decree of the President of the Union postponing the election, as the conditions on the ground were not conducive to the holding of free, fair and transparent elections, and the decision adopted by the AU Peace and Security Council (PSC) on 9 June 2007.
4. The meeting reiterated the position of the PSC rejecting the outcome of the "election" in Anjouan and called on the international community to do the same. The meeting also took note of the ruling of the Constitutional Court of 18 June 2007 declaring that the electoral activities for the presidential election in the Autonomous Island of Anjouan are a non event and instructing the relevant authorities to invite the voters to participate in the election of the President of the autonomous Island of Anjouan. Consequently, the meeting considered that the purported installation of



Colonel Mohamed Becar as "President" of Anjouan and all subsequent acts by the Anjouanese authorities are null and void.

5. In view of the above, and based on the ruling of the Constitutional Court, the meeting agreed that effective measures should be taken to bring the crisis in the Comoros to a definite end, in line with the arrangements agreed upon by the Comorian parties, as stipulated in the Fomboni Framework Agreement of February 2001 and the Beit Salam Agreement on the Transitional Arrangements in the Comoros of December 2003, as well as the Constitution of the Union.

6. The meeting demanded that the Anjouanese authorities take, immediately and unconditionally, the following measures:

- (i) to comply with the ruling of the Constitutional Court and to unambiguously acknowledge that the "election" organized in Anjouan on 10 June 2007 is null and void;
- (ii) to facilitate the organization, in Anjouan, of the first round of the election of the President of the Island at a date to be agreed upon by all stakeholders, in accordance with the Constitution and relevant electoral legislation, and to create conditions for the holding of free, fair and transparent elections;
- (iii) to allow the African Union Electoral and Security Assistance Mission to the Comoros (MAES) to deploy in Anjouan, to provide security for the holding of free, fair and transparent elections in Anjouan. The Anjouanese gendarmerie will be cantoned and will, therefore, not be involved in the monitoring of the electoral process;
- (iv) to extend the necessary cooperation to MAES to enable it prepare plans for the disarmament of the Anjouanese gendarmerie and integration of its elements into the Comorian army, as well as assist in the establishment of an internal security force in conformity with the Constitution of the Union and under the supervision of the AU; and
- (v) to commit themselves to, and create the necessary conditions for, the restoration of the authority of the Union in Anjouan.

7. The meeting agreed that, in the event the above demands are not met by the Anjouanese authorities, the PSC should meet to take all necessary measures, including revising the mandate of MAES and increasing its strength, to achieve the above objectives and to ensure the full implementation of the institutional framework provided for by the Constitution of the Union of the Comoros. In this respect, the meeting recalled that, in its communiqué of 9 June 2007, the PSC reiterated its determination to take all necessary steps to assist in the effective

establishment of the new institutional framework of the Comoros, including the restoration of the authority of the Government of the Union in Anjouan.

8. The meeting stressed that issues of governance, including the inadequacies of the current constitutional arrangements, and capacity building are among the most serious challenges facing the Comoros and that there is need to address them effectively.

9. The meeting reiterated the commitment of the countries of the region to support the people of the Comoros in their endeavor to promote reconciliation and work towards sustainable development.

10. The meeting decided to dispatch a ministerial delegation to the Comoros to engage the Comorian authorities on all the issues referred to above.

11. The meeting commended South Africa for its efforts and tremendous contribution to the search for a lasting solution to the crisis in the Comoros, as well as to the other countries of the region for their commitment. It also expressed appreciation to all the countries that contributed police and military personnel to MAES, including South Africa, Tanzania, Sudan and Senegal, as well as to Mauritius and Seychelles for their contribution within the framework of the Indian Ocean Commission. The meeting commended MAES for its work and contribution to the smooth conduct of the 1<sup>st</sup> round of the elections.

12. The meeting called on all AU partners, including the League of Arab States, the European Union, the United Nations and the bilateral partners, to fully support the AU efforts and the outcome of the present meeting.